

Face au racisme d'Etat : Liberté, Egalité, Fraternité

Une avalanche de discours et d'annonces provocatrices s'est abattue depuis plusieurs jours sur notre pays. Jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, on entend des propos qui étaient jusqu'à présent l'apanage de l'extrême droite. Le président de la République, lui-même, montre du doigt des communautés et des groupes sociaux entiers, stigmatise les Roms, les Gens du voyage, les Gitans, les étrangers, les Français qui ne sont pas « de souche », les parents d'enfants délinquants, etc. Ce faisant, il ne lutte en rien contre la délinquance, qui est répréhensible pour tout individu sans distinction de nationalité ou d'origine : il met délibérément en cause les principes qui fondent l'égalité républicaine, alors que déjà une crise sociale et économique d'une extrême gravité menace la cohésion de la société tout entière.

En quelques jours, les plus hautes autorités de l'Etat sont passées de l'exploitation des préjugés contre les Gens du voyage au lien, désormais proclamé, entre immigration et délinquance, puis à la remise en cause de la nationalité française dans des termes inédits depuis 1945. Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche s'inscrit dans une logique de désintégration sociale porteuse de graves dangers.

Il ne s'agit plus du débat légitime en démocratie sur la manière d'assurer la sûreté républicaine, mais bien d'une volonté de désigner comme a priori dangereuses des millions de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale. Quelle que soit la légitimité que confère l'élection, aucun responsable politique n'a reçu mandat de violer les principes les plus élémentaires sur lesquels la République s'est construite.

Parce que le seuil ainsi franchi nous inquiète pour l'avenir de tous, nous, organisations associatives, syndicales et politiques diverses mais qui avons en commun l'attachement aux principes fondamentaux de la République laïque, démocratique et sociale, rappelons avec force que l'article 1er de la Constitution « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », et que toutes propositions qui méconnaîtraient cette règle fondatrice de la démocratie constituent une atteinte à la paix civile.

Nous n'accepterons sous aucun prétexte que le nécessaire respect de l'ordre public soit utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires. Nous appelons donc l'ensemble des citoyens du pays salonnais à manifester publiquement leur opposition aux stratégies de stigmatisation et de discrimination et aux logiques de « guerre » qui menacent le vivre ensemble.

Les associations soussignées appellent à un grand rassemblement citoyen à l'occasion du 140^{ème} anniversaire de la République,

le 4 septembre 2010

- **A Salon de Provence à 10h** devant l'Hôtel de Ville
- **A Marseille à 14h30** au Vieux-Port (départ à 13h en covoiturage du parking de l'Intermarché de Salon)

pour dire ensemble notre attachement à la liberté, à l'égalité et à la fraternité qui sont et qui resteront notre bien commun.

Signataires : Ligue des Droits de l'Homme, Salon-Djezair, Parti Communiste Français Salon & Région (PCF), Parti Socialiste Salon (PS), Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Union Locale CGT, Comité Chômeurs CGT, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Collectif Alerte Expulsion en Pays Salonnais (CAEPS), Réseau Education Sans Frontières (RESF), Transhumances, Grande Loge Mixte Universelle Salon de Pce, Grand Orient de France Salon de Pce, SUD Education – Solidaire, Association France Palestine Solidarité, Réseau des Enseignants en Résistance Pédagogique, O2Zone TV, SNUIPP, Médecins du Monde, Observatoire Laïcité Provence Pays Salonnais (OLPAS), FSU Pays salonnais, Cuba Si France Provence